



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Investir dans les populations rurales



Programme  
Alimentaire  
Mondial

**Sixième réunion conjointe informelle du Conseil de la FAO,  
du Conseil d'administration du FIDA et du Conseil d'administration du PAM  
30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2022**

**Synthèse**

**Contexte**

La sixième réunion conjointe informelle du Conseil de la FAO, du Conseil d'administration du FIDA et du Conseil d'administration du PAM [les organes directeurs des organismes ayant leur siège à Rome (OSR)] s'est tenue les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2022. Lors de cette réunion, qui a duré plus d'une journée et demie, les membres des Conseils et les équipes de direction respectives des trois organismes ont eu l'occasion d'engager un dialogue constructif autour de questions diverses. Les débats se sont déroulés en ligne, sur la plateforme Zoom, et l'interprétation a été assurée dans les six langues officielles. L'usage voulant que les trois organismes assurent la présidence à tour de rôle, cette année le PAM était chargé d'organiser la réunion.

Son Excellence Monsieur Md. Shameem Ahsan, Président du Conseil d'administration du PAM, a assuré la présidence de la réunion. Le Président indépendant du Conseil de la FAO et le Président du Conseil d'administration et Président du FIDA ont dirigé les débats relatifs aux divers thèmes abordés et présentés, respectivement, par l'Économiste en chef de la FAO, la Directrice du Bureau de l'égalité femmes-hommes du PAM, le Directeur de la Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale du FIDA, le Vice-Président adjoint responsable du Département de la gestion des programmes du FIDA, et le Directeur du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et du Bureau des objectifs de développement durable de la FAO. Les principaux sujets traités au cours des débats avaient été convenus par consensus, en consultation avec les membres et les présidents des organes directeurs des trois OSR; il s'agissait des questions liées à la crise alimentaire mondiale et à l'égalité femmes-hommes, jointes à des informations actualisées relatives à l'évaluation conjointe de la collaboration entre les OSR, réalisée en 2021, et au Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

**Allocutions d'ouverture**

Le Président du Conseil d'administration du PAM a ouvert la réunion en souhaitant la bienvenue aux participants, puis il a donné un bref aperçu du déroulement des débats. Le Président indépendant du Conseil de la FAO, Son Excellence Monsieur Hans Hoogeveen, et le Président du Conseil d'administration et Président du FIDA, M. Alvaro Lario, ont ensuite prononcé une déclaration d'ouverture. Ont suivi les déclarations formulées par le Directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu, et le Directeur exécutif du PAM, M. David Beasley.

Exposant les facteurs déterminants de la crise mondiale de la sécurité alimentaire, le Président du FIDA a souligné que les profondes incidences des défis mondiaux, liés en particulier aux conflits, à la COVID-19 et aux changements climatiques, étaient indicatives de défaillances majeures au niveau des systèmes alimentaires mondiaux. Une approche sur deux fronts devait être mise en place afin de pouvoir à la fois répondre aux besoins immédiats liés à la faim et bâtir des systèmes alimentaires solides pour l'avenir. Dans ce contexte, la collaboration entre les OSR était plus importante que jamais, les trois organismes étant appelés à offrir leurs compétences en matière d'interventions d'urgence et de développement à long terme.

Dans ses observations, le Directeur général de la FAO a aussi insisté sur l'importance croissante de la collaboration entre les OSR face à la crise alimentaire mondiale. Il a souligné la coopération fructueuse sur laquelle reposait l'action menée dans le cadre des programmes menés conjointement au Sahel, autour des questions relatives à l'égalité femmes-hommes et à l'autonomisation des femmes, ainsi qu'en matière de partage d'information et de sensibilisation, et ajouté que la collaboration au sein du système des Nations Unies, dans son ensemble, était essentielle pour relever les défis sans précédent qui se posaient et pour passer de l'intervention d'urgence à une action en faveur du développement à long terme.

Le Directeur exécutif du PAM a exhorté la communauté internationale à s'employer en priorité à répondre aux besoins d'urgence des 350 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le monde, afin d'éviter des troubles sociaux et une déstabilisation généralisés. Il a précisé qu'il était essentiel de faire preuve de stratégie en matière d'assistance, compte tenu du caractère limité des fonds disponibles et des besoins humanitaires croissants, et a noté que, de par leurs décisions en matière de financement, les donateurs avaient la possibilité de favoriser des approches concertées.

### **Point 1 de l'ordre du jour – La crise mondiale de la sécurité alimentaire, des carburants et des engrais ainsi que les défis qui y sont liés**

L'Économiste en chef de la FAO a évoqué les incidences de la crise alimentaire mondiale sur les plans humanitaire, macroéconomique, alimentaire et agricole. Malgré un fléchissement du prix des carburants, la facture mondiale des importations alimentaires devrait atteindre un niveau record de près de 2 000 milliards de dollars É.-U.; pour les 62 pays les plus vulnérables, la hausse du coût des importations représenterait 25 milliards de dollars. Les coûts élevés de l'énergie et des engrais importés étaient les principaux facteurs de cette augmentation; l'impossibilité pour de nombreux agriculteurs de se procurer des engrais à un prix accessible laissait présager une baisse des rendements en 2023, surtout dans les pays les plus vulnérables. D'après les modèles de la FAO, l'Afrique serait particulièrement touchée par les pénuries d'engrais dans les zones déjà signalées comme étant des foyers de famine. Il était donc essentiel d'améliorer de toute urgence l'accès à la nourriture et d'aider les pays vulnérables à se procurer les intrants agricoles nécessaires afin de prévenir une aggravation de la crise alimentaire en 2023.

Les membres ont félicité les OSR d'avoir uni leurs efforts pour s'attaquer aux défis liés à la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Ils ont noté l'importance d'un débat et d'une prise de décision fondés sur des éléments factuels et ont salué le Système d'information sur les marchés agricoles ainsi que les données et les analyses pertinentes que la FAO publiait régulièrement.

Plusieurs membres ont fait le point sur les défis liés à la crise alimentaire mondiale qui se posaient dans leurs pays et régions, et ont évoqué les conséquences disproportionnées des changements climatiques pour les populations les plus vulnérables. Ils ont souligné qu'il importait de mettre fin aux conflits et de s'attaquer aux faiblesses structurelles, telles que la dépendance à l'égard des importations, des systèmes de production et de distribution alimentaires à optimiser et l'endettement, tout en apportant un secours immédiat aux personnes les plus touchées par la crise. Ils ont aussi constaté que les OSR avaient un rôle clé à jouer à l'appui des efforts qui étaient déployés au niveau national pour renforcer la résilience, adopter une approche stratégique en matière d'agriculture et élaborer des politiques propres à favoriser un développement durable. Une analyse conjointe, la complémentarité des trois OSR, le partage de l'expérience acquise d'un pays à l'autre, la transparence et la responsabilisation figuraient parmi les priorités mises en avant, de même qu'une attention accrue à la collaboration avec les institutions financières internationales (IFI).

Les membres ont demandé:

- que la collaboration entre les OSR soit redynamisée, s'agissant de faire face aux conséquences de la crise alimentaire mondiale, en particulier au niveau des pays, et que l'interaction entre les trois organismes et les fonds et programmes basés à New York soit renforcée;
- que la communauté internationale intensifie les efforts afin d'abaisser le prix des intrants agricoles;
- que les rôles des OSR soient clairement définis face aux demandes croissantes émanant des gouvernements et des IFI;
- que les systèmes alimentaires fassent l'objet d'une transformation systématique afin d'assurer la sécurité alimentaire pour tous, et que la priorité soit donnée aux groupes vulnérables;
- que des plans à moyen et à long terme soient mis en place pour faire face à la crise des engrais.

Répondant aux points soulevés par les membres, les équipes de direction des OSR ont expliqué comment les trois organismes s'employaient à adapter leurs plans à moyen terme à la lumière de la crise alimentaire mondiale, afin de mieux cibler leurs opérations et d'en optimiser le calendrier et la nature. Ils ont également fourni des informations supplémentaires au sujet des plans mis en place par les OSR face à la crise des engrais.

## **Point 2 de l'ordre du jour – Informations actualisées concernant la collaboration sur les questions d'égalité femmes-hommes**

La Directrice du Bureau de l'égalité femmes-hommes du PAM a fourni des informations actualisées sur la collaboration étroite établie entre les trois OSR dans les domaines de l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation des femmes. Elle a fait état des évolutions récentes dans le cadre du programme commun relatif aux perspectives de transformation de la dynamique femmes-hommes dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, du programme conjoint d'accélération des progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales ainsi que de la coalition pour l'action en faveur de systèmes alimentaires qui servent la cause des femmes et des filles, issue du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 et à laquelle les OSR apportaient leur appui.

Les membres se sont félicités de la collaboration entre les OSR autour des questions relatives à l'égalité femmes-hommes, ainsi que des informations actualisées fournies au sujet des deux programmes conjoints et dont ressortait toute l'importance de ces plateformes pour le partage des connaissances. Ils ont aussi insisté sur l'importance des négociations en cours menées dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale(CSA) aux fins de l'élaboration des Directives volontaires sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

S'agissant de la coalition, les membres ont félicité les équipes de direction des OSR et salué l'appui apporté à l'analyse des feuilles de route nationales, ainsi qu'aux pays chefs de file. Ils ont également reconnu les progrès accomplis dans la prise en compte des considérations d'égalité femmes-hommes dans les politiques des trois organismes en matière de recrutement et de rétention, et ont encouragé la poursuite des travaux dans ce domaine.

Les membres ont appelé l'attention sur le rôle central que jouaient les femmes dans la production alimentaire, en particulier au sein des communautés rurales, ainsi que sur leur vulnérabilité disproportionnée face à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire. Ils ont souligné que les femmes étaient de puissants agents du changement et que l'égalité des genres était une condition préalable à la réalisation du Programme 2030. Ils ont aussi noté que les efforts visant à promouvoir l'égalité femmes-hommes devaient être adaptés au contexte et dénués de toute intention politique, et qu'il convenait de s'accorder sur les éléments constitutifs des approches de nature à transformer les relations femmes-hommes.

Les membres ont demandé:

- que les efforts conjugués soient intensifiés afin de recueillir des données ventilées pour tous les programmes et de produire davantage d'éléments factuels concernant les approches de nature à transformer les relations femmes-hommes et leurs incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition;
- que la coopération opérationnelle établie entre les OSR soit poursuivie, que la collaboration autour des questions relatives à l'égalité femmes-hommes soit renforcée dans le cadre des activités ordinaires et que les stratégies et initiatives conjointes relatives aux questions de genre, menées au niveau des pays, soient multipliées;

- que de nouveaux efforts soient mis en œuvre afin d'assurer la prise en compte des questions de genre dans toutes les opérations des OSR ainsi que la promotion de l'égalité femmes-hommes dans le débat relatif à la sécurité alimentaire;
- qu'une attention particulière soit donnée aux femmes et aux filles qui sont confrontées à des formes de discrimination multiples et croisées, en particulier les femmes et les filles en situation de handicap;
- que les activités visant à améliorer les connaissances et les compétences des femmes rurales, notamment en matière d'agriculture résiliente face aux changements climatiques et de développement d'entreprises, soient poursuivies.

Répondant aux points soulevés par les membres, les équipes de direction des OSR ont apporté un éclairage complémentaire sur plusieurs aspects, en particulier les activités récentes menées au titre de la coalition pour l'action en faveur de systèmes alimentaires servant la cause des femmes et des filles, le suivi et l'évaluation des programmes conjoints, l'élaboration d'approches adaptées au contexte, ainsi que les effets de l'attention particulière donnée à l'égalité femmes-hommes, au sein de chacun des trois organismes. Ont également été fournis des exemples de la contribution de chaque organisme aux programmes conjoints, de la collaboration établie hors du cadre des programmes conjoints et des mécanismes d'apprentissage par les pairs, s'agissant des questions de genre.

### **Point 3 de l'ordre du jour – Informations actualisées sur l'évaluation conjointe 2021 de la collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome**

Dans le cadre des informations actualisées présentées au nom des OSR, le Directeur de la Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale du FIDA a fait le point sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de chacune des six recommandations issues de l'évaluation conjointe de la collaboration entre les OSR.

Les membres ont salué les efforts qu'avaient déployés les OSR afin d'améliorer leur collaboration, et se sont félicités du renforcement de la structure de coordination conjointe visant à assurer une meilleure coordination au niveau des pays. Ils ont souligné qu'il importait de réduire les chevauchements d'activités, la concurrence et la répétition des efforts entre les trois OSR, surtout dans le cadre de leur action en faveur du développement; qu'il fallait harmoniser la terminologie; et qu'il était opportun que chacun d'entre eux élabore des plans et des stratégies au niveau des pays.

Les membres ont noté que la collaboration établie devait tenir compte du mandat propre à chaque organisme et s'inscrire dans le cadre de l'approche "Unité d'action des Nations Unies". Ils se sont félicités de l'analyse plus poussée effectuée, y compris celle des effets multiplicateurs des opérations menées par les OSR, et ont encouragé les trois organismes à dégager les complémentarités et à étudier les domaines dans lesquels leur collaboration permettrait d'avoir davantage d'efficacité ou une plus grande incidence.

Les membres ont demandé:

- que le nouveau protocole d'accord entre les OSR soit finalisé dans les meilleurs délais;
- qu'une coordination efficace soit mise en place, au niveau national, dans tous les pays d'intervention;

- que des éléments factuels soient fournis quant aux modalités et à la nature de l'action menée par les OSR au point d'interaction entre l'action humanitaire, le développement et la paix;
- qu'un objectif stratégique commun soit défini, s'agissant de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire;
- qu'une approche audacieuse soit adoptée face aux crises mondiales actuelles, y compris sur le plan de la créativité et de l'innovation.

Répondant aux points soulevés par les membres, les équipes de direction des OSR ont illustré les structures mises en place pour coordonner leur collaboration, et donné des précisions concernant les approches en matière de systèmes alimentaires, l'élaboration du protocole d'accord et les activités en cours avec les IFI. Ils ont également souligné les perspectives qui étaient liées aux réformes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que la possibilité pour les Membres de contribuer à réduire la répétition des efforts et les chevauchements d'activités grâce à leurs décisions en matière de financement. Ils ont confirmé que les travaux relatifs au projet de protocole d'accord et aux directives de programmation conjointe seraient bientôt terminés.

#### *Informations actualisées sur la collaboration entre les OSR au Sahel*

Le Vice-Président adjoint, en charge du Département de la gestion des programmes du FIDA, a fourni des informations actualisées sur le programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques (SD3C) et fait état des progrès accomplis au cours de la première année de mise en œuvre du programme. Il a évoqué les difficultés rencontrées et indiqué les prochaines étapes du programme, qui constituait non seulement un élément phare de la collaboration entre les OSR, mais aussi une opération de prêt pilote menée au niveau régional, axée sur les questions transfrontalières et qui apportait une valeur ajoutée aux pays concernés comme à l'ensemble de la région.

Les membres ont souligné combien l'action menée par les OSR au Sahel était importante pour renforcer la résilience des populations vulnérables et consolider les structures locales. Ils ont félicité les trois organismes pour le travail accompli aux côtés de partenaires nationaux et internationaux et ont encouragé leur collaboration avec l'Alliance pour le Sahel au titre des efforts mis en œuvre pour adopter une approche multisectorielle intégrée dans la région. Les membres se sont aussi exprimés en faveur de la possibilité de mettre en œuvre des approches similaires au programme SD3C dans d'autres régions.

Répondant aux points soulevés par les membres, les équipes de direction des OSR ont évoqué la coordination établie avec d'autres organismes des Nations Unies dans la région du Sahel, les difficultés en matière de financement et de communication des résultats, les complémentarités des OSR ainsi que les efforts déployés pour améliorer la coordination, aux niveaux national et régional. Ils sont convenus que les enseignements tirés du programme SD3C pouvaient être mis en application dans d'autres régions, et ont évoqué les efforts mis en œuvre pour créer des synergies avec l'Initiative Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel et d'autres pays participant au programme; d'autres éléments clés de l'action des OSR au Sahel étaient le renforcement de la cohésion sociale, la remise en état des terres, ainsi que les projets Espèces contre travail et l'alimentation scolaire.

#### **Point 4 de l'ordre du jour – Informations actualisées sur le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires**

Le Directeur du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et Directeur du Bureau des objectifs de développement durable de la FAO a donné un aperçu des activités récentes et prévues dans le cadre du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, y compris les évaluations des besoins des pays, l'élaboration du programme de travail, les concertations visant à trouver des solutions relatives aux systèmes alimentaires, le recensement des coalitions et les préparatifs du Bilan de la transformation des systèmes alimentaires, prévu en 2023. Il a également expliqué comment le pôle de coordination avait contribué au renforcement de la collaboration entre les OSR, notamment par des moyens tels que l'élaboration conjointe du plan de travail, la collaboration opérationnelle établie au niveau des pays et la responsabilité partagée, ce qui avait permis d'améliorer l'efficacité et l'efficacité en termes de coûts, de renforcer le rôle de chef de file des OSR dans le cadre des efforts de réforme de l'Organisation des Nations Unies et d'améliorer leur pouvoir de mobilisation.

Les membres ont salué les efforts déployés par les OSR, qui avaient assuré la mise en place et le fonctionnement du pôle de coordination, notant que les enseignements tirés de cette initiative pourraient être d'une grande utilité dans d'autres domaines. Le Bilan prévu pour 2023 était attendu avec impatience. Ils ont aussi accueilli avec satisfaction le travail accompli par la Coalition pour l'alimentation scolaire, qu'ils considéraient comme un modèle d'action de sensibilisation à l'échelle mondiale et comme un catalyseur pour des engagements nationaux, en particulier du fait de sa capacité à mobiliser les acteurs locaux pour accomplir des progrès tangibles.

Ils ont également dit être favorables à des modèles de financement innovants et soutenir les efforts concertés que déployaient le FIDA et la Banque mondiale pour mettre en œuvre une nouvelle architecture financière au service de l'alimentation. Les membres ont également noté le rôle que jouaient les capacités nationales et régionales du système des Nations Unies à l'appui des efforts nationaux de transformation des systèmes alimentaires. Ils ont rappelé que, pour mener leurs activités en lien avec le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, les OSR devaient s'appuyer sur les structures existantes, en particulier le Groupe d'experts de haut niveau du CSA sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et ont souligné l'importance d'une participation concrète des gouvernements aux réunions du pôle de coordination, en sus de la présence d'organes de coordination nationaux, afin d'avoir l'assurance qu'une véritable transformation était bien envisagée et mise en œuvre.

Les membres ont encouragé les OSR à:

- aider les pays à définir et mettre en œuvre des parcours nationaux pour la transformation des systèmes alimentaires;
- contribuer à une meilleure prise en compte des produits du CSA;
- renforcer le rôle que joue le pôle de coordination à l'appui du Programme 2030;
- tenir des consultations inclusives avec les États membres afin de recenser les possibilités de transformation des systèmes alimentaires.

Répondant aux points soulevés par les membres, les équipes de direction des OSR ont donné un aperçu préliminaire de la forme et des résultats attendus du Bilan à réaliser en 2023. Ils ont expliqué dans quelle mesure le pôle de coordination et les coalitions facilitaient la collaboration au niveau des pays, s'agissant en particulier de la mobilisation de ressources, et ont précisé l'objectif du prochain cycle de rencontres, qui devait avoir lieu en décembre.

Parmi les autres sujets abordés figuraient: la mobilisation des ressources existantes à l'appui des activités du pôle de coordination; le programme de financement des systèmes alimentaires, codirigé par le FIDA et la Banque mondiale, et la collaboration entre les OSR et les IFI; ainsi que des questions relatives au Fonds fiduciaire 2030 de la Banque mondiale pour les systèmes alimentaires et à la question de savoir si celui-ci était lié aux activités faisant suite au Sommet sur les systèmes alimentaires, et dans quelle mesure. Les équipes de direction des OSR ont également souligné qu'au niveau des pays, les activités du Pôle étaient coordonnées directement avec les gouvernements, par l'intermédiaire des organisateurs nationaux pour les systèmes alimentaires ou autres fonctionnaires désignés, notant que les gouvernements avaient également été invités à nommer d'autres coordonnateurs, le cas échéant, afin de faciliter cette interaction.